

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/BFA/7

L/7634

18 août 1995

Distribution limitée

(95-2447)

RAPPORT DU COMITE CONJOINT OMC/GATT DU BUDGET, DES FINANCES ET DE L'ADMINISTRATION

INTRODUCTION

1. Le Comité du budget, des finances et de l'administration de l'OMC et le Comité des questions budgétaires, financières et administratives du GATT de 1947, ci-après désignés conjointement comme "le Comité", se sont réunis le 27 juillet 1995.
2. Le Comité était présidé par M. J.-M. Metzger (France). Le mandat et la composition du Comité sont indiqués dans les documents L/5964/Rev.9, du 20 mars 1995, et WT/L/44, du 23 février 1995.
3. L'ordre du jour de la réunion figurant dans l'aérogamme WTO/AIR/133-GATT/AIR/3693 a été adopté.

A. MISES A JOUR ADMINISTRATIVES ET RAPPORTS DE SITUATION

ETAT DE LA TRESORERIE ET ARRIERES DE CONTRIBUTIONS

AU 30 JUIN 1995

CRP(95)29 ET WT/BFA/CONT/6

PAIEMENTS PAR TRANCHE DES ARRIERES DE CONTRIBUTIONS (CONTRIBUTIONS POUR 1987 ET LES ANNEES ANTERIEURES) - RAPPORT DE SITUATION AU 30 JUIN 1995

CRP(95)30

CONTRIBUTION DES PAYS AYANT LE STATUT D'OBSERVATEUR AU COUT DES SERVICES FOURNIS PAR LE SECRETARIAT - RAPPORT DE SITUATION AU 30 JUIN 1995

CRP(95)31

4. Le Secrétariat avait préparé des mises à jour et des rapports de situation au 30 juin 1995 concernant l'état de la trésorerie (CRP(95)29), l'état des arriérés de contributions (WT/BFA/CONT/6), les paiements d'arriérés de contributions des 32 parties contractantes dont la contribution correspondait au minimum et des six parties contractantes dont la contribution le dépassait en 1988 (CRP(95)30), et les contributions des pays ayant le statut d'observateur au coût des services fournis par le Secrétariat (CRP(95)31). Un membre du Secrétariat a présenté chacun des documents et a donné des explications à leur sujet.
5. Le Comité a pris note des rapports.

**B. INCIDENCES FINANCIERES DES DECISIONS PRISES PAR LES ORGANES
DU GATT/DE L'OMC: COMMUNICATION EMANANT DU
PRESIDENT DU COMITE DES SUBVENTIONS ET
DES MESURES COMPENSATOIRES**
CRP(95)33

6. Le Président a rappelé qu'à sa réunion précédente le Comité avait recommandé une procédure concernant les incidences financières des décisions prises par les organes du GATT/de l'OMC. La recommandation (WT/BFA/5, L/7631) a été approuvée par le Conseil général à sa réunion du 11 juillet 1995.

7. Dans ce contexte, le Président a dit qu'il avait reçu une lettre, datée du 26 juin 1995, du Président du Comité des subventions et des mesures compensatoires à propos de l'établissement d'un Groupe d'experts permanent (GEP). L'établissement du GEP est prévu à l'article 24 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires, qui fait partie de l'Annexe 1A de l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce. La lettre indiquait que le GEP se réunirait probablement au moins deux fois par an à Genève pendant une semaine environ. De plus, il était possible qu'il doive tenir d'autres réunions s'il lui était demandé d'aider un groupe spécial.

8. Au cours du débat sur ce point, il a été suggéré que la recommandation précise explicitement que les conditions d'emploi des membres du GEP seraient les mêmes que celles des membres des groupes spéciaux.

9. Sans préjudice de son examen des prévisions budgétaires pour 1996, le Comité recommande qu'un crédit concernant le Groupe d'experts permanent prévu par l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires soit inscrit au budget de l'OMC pour 1996 que le Comité examinera dans le courant de l'automne. Les conditions d'emploi des membres du Groupe seront les mêmes que celles des membres des groupes spéciaux.¹

C. RAPPORT DE SITUATION SUR L'ETUDE CONCERNANT LES PENSIONS
CRP(95)34

10. Un membre du Secrétariat a présenté le document CRP(95)34, qui porte sur la réunion que le Comité permanent de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies a tenue à New York du 10 au 14 juillet 1995. Le Comité permanent est un organe subsidiaire tripartite du Comité mixte de la Caisse des pensions; il examine les questions importantes lorsque le Comité mixte, qui se réunit tous les deux ans, n'est pas en session.

11. L'un des points de l'ordre du jour était le "retrait éventuel de l'ICITO/GATT de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies" et, dans les communications tant écrites qu'orales, le caractère strictement exploratoire de la demande a été souligné. Le Comité d'actuaire a appelé l'attention sur le fait que l'on pourrait créer là un précédent et a dit qu'il serait nécessaire d'adopter une méthode qui vaudrait aussi pour tous les cas de retrait éventuel qui pourraient se présenter à l'avenir. Il a en outre indiqué que toute estimation qui pourrait être faite en réponse à la demande de l'ICITO devrait être fondée sur l'évaluation de 1995.

¹Les honoraires des membres des groupes spéciaux sont actuellement de 600 francs suisses par jour.

12. Le Secrétaire de la Caisse des pensions a fait observer que l'article 16 des statuts de celle-ci disposait que l'Assemblée générale des Nations Unies devait prendre la décision de mettre fin à l'affiliation avant que le Comité mixte puisse déterminer le montant qu'il verserait à l'organisation considérée et les modalités de la cessation d'affiliation. Il a ajouté qu'à son avis, l'article 13, dont il était fait mention dans le mandat établi pour l'étude concernant les pensions (WT/BFA/4, L/7629, annexe A), n'était pas celui dont il fallait se prévaloir en cas de cessation d'affiliation d'une organisation tout entière, car il ne vise que les transferts individuels.

13. Le Comité permanent est convenu: i) que le secrétariat de la Caisse devrait calculer une fourchette indicative des montants à restituer; ii) que la méthode de calcul devrait être fondée sur les hypothèses utilisées pour l'évaluation actuarielle de 1995 et sur la méthodologie proposée par l'actuaire-conseil de l'ICITO; iii) que le calcul serait effectué étant entendu que les résultats ne seraient pas contraignants; iv) que les résultats devraient être connus pour le 15 septembre 1995; v) que la Caisse prendrait à sa charge le coût des travaux nécessaires dans les limites du budget actuel concernant les services actuariels et, pour le reste, s'entendrait avec l'ICITO sur la répartition des frais; et vi) que, au cas où une décision formelle de demander qu'il soit mis fin à l'affiliation serait prise, le Comité mixte serait convoqué en session extraordinaire.

14. Au cours du débat qui a suivi, il a été noté que le montant qui serait finalement restitué par la Caisse des pensions ne pourrait être connu que lorsque la décision formelle de se retirer de la Caisse aurait été prise. Pour cette raison, une estimation minimale et une estimation maximale seraient communiquées avant qu'une telle décision soit éventuellement prise. Il a aussi été noté que le Comité mixte était parfaitement conscient de la nécessité de fournir des chiffres fiables.

15. Le Comité a pris note du rapport et a décidé de revenir sur la question dans le courant de l'automne.

D. VERIFICATION EXTERIEURE DES COMPTES DE L'OMC CRP(95)32

16. Le Président a rappelé qu'à sa réunion précédente le Comité avait recommandé qu'un appel d'offres ouvert pour la vérification extérieure des comptes de l'Organisation mondiale du commerce soit lancé (WT/BFA/5/Add.1, L/7631/Add.1), et que le Conseil général avait approuvé la recommandation à sa réunion du 11 juillet 1995. Il a indiqué que le candidat retenu serait en fonction pour la vérification des comptes de 1996.

17. Un membre du Comité ayant demandé à disposer d'un peu de temps pour consulter ses autorités, il a été convenu que la question serait réexaminée à la prochaine réunion du Comité, en septembre. Le Président a suggéré que les délégations qui pensaient voir la Cour des comptes de leur pays présenter une offre en informant le Secrétariat d'ici à la réunion de septembre.

18. Le Président a ensuite présenté brièvement un programme de réunions et un plan de travail provisoires qui permettraient au Comité d'achever les tâches qu'il devait accomplir pour la fin de l'année. Il a dit que le Secrétariat communiquerait ces informations aux membres du Comité.

POINT APPELANT UNE DECISION: Paragraphe 9